

Daniel Bensaïd

Marx critique de la mondialisation ?

Intervention faite à Saint-Denis, le 16 novembre 2000, dans le cadre du cycle de réflexion philosophique tenu à l'initiative de l'association Espaces Marx et de l'université Paris-VIII-Saint-Denis.

« Marx, critique de la mondialisation »... Point d'interrogation, ou pas?... On peut mettre des points d'interrogation partout à condition, de temps en temps, d'apporter des réponses ! En tout cas, d'oser risquer quelques réponses parce qu'aujourd'hui la rhétorique interrogative est souvent une esquivé pour éviter de se mouiller et de rentrer dans le vif des problèmes. Il y a des questions partout. On n'est plus sûr de rien, d'accord. Mais si on veut avancer en tout cas, il faut bien rentrer dans le vif...

Je vais partir – et je vous promets que je ne vais pas vous assommer de citations – de deux longues citations mais ce sera pratiquement les seules. D'abord, si le mot de mondialisation ou de globalisation n'était pas utilisé à l'époque de Marx, la chose, elle, avait commencé à exister, et de manière assez étonnante. J'ai pris ces deux longues citations du *Manifeste communiste* qui est intéressant par sa date même.

1848, c'est encore avant une période de développement impétueux (sur lequel je reviendrai un instant) entre les années 1850-1873, pendant le séjour de Marx en Angleterre. En 1848, si on essaie de se mettre en tête ce qu'étaient les techniques, l'état de la circulation du capital, les formes de crédit boursier... ça existe, mais c'est tout à fait embryonnaire.

Et pourtant Marx écrit ces deux pages : « *La grande industrie a créé le marché mondial préparé par la découverte de l'Amérique. Le marché mondial accéléra prodigieusement le développement du commerce, de la navigation et des voies de communication. Ce développement réagit à son tour sur l'extension de l'industrie, et au fur et à mesure que l'industrie, le commerce, la navigation, les chemins de fer se développaient, la bourgeoisie grandissait décuplant ses capitaux et refoulant à l'arrière-plan les classes léguées par le Moyen Âge* » et, deux pages plus loin : « *Par l'exploitation du marché mondial, la bourgeoisie donne un caractère cosmopolite à la production et à la consommation de tous les pays. Au désespoir des réactionnaires, elle a enlevé à l'industrie son caractère national (ça, c'est contre Chevènement !). Les vieilles industries nationales ont été détruites et le sont encore chaque jour. Elles sont supplantées par de nouvelles industries dont l'adoption devient une question de vie ou de mort pour toutes les nations civilisées – industries qui n'emploient plus de matières premières indigènes mais des matières premières venues des régions les plus éloignées et dont les produits se consomment non seule-*

1848... 1860-1870... Sous les yeux de Marx : la première grande poussée de mondialisation marchande capitaliste.

Il y a une sorte de fascination devant ce dynamisme pharaonique du capital, cette aptitude à transformer, à aller de l'avant ; ce potentiel d'accélération. Et en même temps la conscience très claire que cette forme d'universalisation a pour prix et pour coût une extrême violence, une destruction radicale de culture et d'équilibres sociaux.

Marx en donne une explication : la mondia-

ment dans le pays même mais dans toutes les parties du globe. À la place des anciens besoins satisfaits par les besoins nationaux, naissent des besoins nouveaux, réclamant pour leur satisfaction les produits des contrées et des climats les plus lointains. À la place de l'ancien isolement des provinces et des nations se suffisant à elles-mêmes, se développent des relations universelles, une interdépendance universelle des nations. Et ce qui est vrai de la production matérielle ne l'est pas moins des productions de l'esprit. Les œuvres intellectuelles d'une nation deviennent la propriété commune de toutes. L'étroitesse et l'exclusivisme nationaux deviennent de jour en jour plus impossibles. Et de la multiplicité des littératures nationales et locales naît une littérature universelle. »

C'est une description d'abord qui, pour une part, est de l'ordre de l'anticipation : en 1848, ce mouvement en est à ses débuts et Marx le saisit de manière tout à fait ramassée, pratiquement à sa source, comme étant le développement planétaire de la logique propre du capital (j'y reviendrai). Et on trouve une conclusion politique à cela. C'est de dire : de plus en plus, la défense des dimensions et des cadres

lisation est une conséquence logique inéluctable de la fuite en avant du capital pour résister à ce qui le détruit de l'intérieur, à savoir la chute du taux de profit. Le capital crée des possibilités qu'il nie en même temps qu'il les crée. Problèmes contemporains. Illustrations. Il y a aussi le fait que l'envers de la mondialisation, c'est aussi la naissance d'un mouvement ouvrier international.

Il n'y a que deux logiques : ou bien la logique marchande domine, ou bien c'est une logique de bien commun et d'appropriation sociale.

nationaux, qui a joué un rôle progressif et émancipateur autour de la Révolution française, et encore au XIX^e siècle avec la formation des États-nations tardifs, va devenir – puisqu’il emploie le mot – « réactionnaire » ou conservateur par rapport à cette dynamique d’universalisation, de « mondialisation » du monde (même si le mot n’y figure pas), par l’impulsion et la dynamique du capital qui crée un marché mondial, qui crée une domination mondiale, qui crée une culture universelle y compris, avec l’exemple frappant de la littérature universelle. On peut donc dire qu’il y a là finalement une capacité d’anticipation qui saisit à la racine une tendance de l’époque, une tendance inhérente à la logique du capital.

J’ai rappelé que ce texte est de 1848, c’est bien connu... (ou de fin 1847). Ça a une certaine importance si on considère qu’il devance... de peu... ce que j’appellerai la première grande poussée de mondialisation marchande capitaliste. J’enlève le point d’interrogation à la mondialisation : on ne parle pas de mondialisation en soi ou en général, il s’agit bien de *mondialisation capitaliste et marchande*. Ce qu’on appelle aujourd’hui mondialisation, c’est la généralisation mondiale des rapports marchands et la généralisation mondiale de la production marchande. C’est de ça qu’il est question, et ce n’est donc pas une notion abstraite, au-dessus du temps et de l’espace. C’est bien une forme que prend le rapport social.

Alors, en 1847-1848, *Le Manifeste* est une anticipation, parce que la première grande poussée de ce qu’on appellerait aujourd’hui mondialisation se produit surtout de manière spectaculaire dans les années 1851-1873, illustrées et symbolisées par les deux expositions universelles de Londres (1851 et 1862) qui sont une véritable vitrine technologique et productive de ce qu’est en train de devenir la

production capitaliste, la production industrialisée, etc. Et si on voulait ramasser dans le temps, en terme symbolique, c’est exactement dans cette vingtaine d’années que se développe évidemment le réseau de chemin de fer. Et pas seulement en Europe. *Le Tour du monde en quatre-vingts jours*, de Jules Verne, est de 1872. On assiste donc au rétrécissement de la planète et au raccourcissement des distances liés à la révolution des moyens de transport et des voies de communication, déjà. On pourrait dire que le chemin de fer plus le télégraphe et plus la navigation à vapeur, c’est l’Internet de l’époque. Et, du coup, viennent avec la création de l’agence Reuter (donc les premières agences de presse, grâce au télégraphe), l’agence Cook, les guides Baedeker... autrement dit le voyage, le tourisme... et aussi les agences de police (Pinkerton, pour les amateurs de romans policiers). C’est l’époque où, au début des années soixante, sont introduites les rotatives, ce qui signifie aussi une production en série et en masse de l’information, indissociable déjà de l’information boursière puisque le grand support des journaux ce sont d’emblée les cours de la Bourse.

On est donc dans une phase où le monde devient monde. Il suffirait – ça existe – de regarder des cartes. Je le savais abstraitement. Mais j’ai eu à travailler récemment sur l’époque : quand on regarde les cartes du câblage télégraphique dans les années soixante, d’Angleterre en Inde, aux États-Unis et en Amérique du Sud, et quand on voit ce qu’était la technique de pose des câbles sous-marins, les grands rouleaux, etc., c’est quelque chose de stupéfiant pour l’époque. Ce qui explique les sentiments contradictoires de Marx, dans la manière dont il évoque ça, dont il l’accompagne, dont il le vit d’ailleurs. Pendant son séjour à Londres à partir de 1851, il se

livre à un véritable décodage ou un déchiffrage des hiéroglyphes de la modernité tels qu’ils s’inscrivent dans la ville, dans la transformation urbaine, dans le transport, le commerce et l’industrie. Il a là sous les yeux ce phénomène explosif que j’appelle première grande poussée de mondialisation, avec son cortège : les grands krachs financiers, les faillites spectaculaires, la corruption, les combines, les mafias, ça existait à l’époque. Sous une autre forme, *L’Argent* de Zola c’est la chronique de la Bourse sous les années du Second Empire en pleine période de spéculation, notamment la spéculation coloniale. On est vraiment dans ce monde-là. L’autre analogie avec une période contemporaine, c’est la violence de cette organisation mondiale. Là encore, en un délai de vingt ans : la guerre de Crimée, la guerre de Sécession, l’écrasement de la révolte des cipayes en Inde, la guerre italienne, la guerre austro-prussienne, la guerre franco-allemande... C’est une période de conflits armés, et même de ce que Marx et Engels – son conseiller militaire – disent génialement : c’est l’industrialisation de la guerre dans les techniques et les armements. La naissance de « l’industrie du massacre ». Tout ça va de pair.

Alors, on ne peut pas être béat – contrairement à Minc – devant une telle mondialisation. On peut dire - et je crois que c’est profondément la position de Marx – qu’elle a des effets effectivement contradictoires. *Il y a une sorte de fascination chez Marx devant ce dynamisme pharaonique du capital, cette aptitude à transformer, à aller de l’avant ; ce potentiel d’accélération*. Donc, il y a cette fascination-là chez Marx, *il y a en même temps la conscience très claire que cette forme d’universalisation* (il met l’accent là-dessus... évidemment, le rapport entre mondialisation et uni-

versalisation) est d'emblée mutilée, estropiée. Elle a pour prix et pour coût une extrême violence, une destruction radicale de culture et d'équilibres sociaux. Ce n'est pas faire l'apologie des sociétés de castes en Inde que de dire : l'introduction de l'agriculture capitaliste en Inde a un effet dissolvant, destructeur, et des effets de barbarie, comme ce serait le cas d'ailleurs en Amérique latine. Donc, il y a à la fois enregistrés cet extraordinaire dynamisme et, en même temps, les dégâts de la mondialisation. Et aussi le fait que l'envers de la mondialisation c'est aussi la naissance d'un mouvement ouvrier international. Du point de vue de la symbolique, il est absolument parlant de constater que le lieu où se nouent les contacts qui vont aboutir à la création de la I^{re} Internationale c'est précisément l'Exposition universelle de 1862. Et on a donc une sorte de parallélisme où, comme dans un miroir, à la mondialisation du capital et de la production fait face une mondialisation – relative à l'époque mais... – du mouvement ouvrier, en tout cas en Europe, aux États-Unis, avec des bourgeons un petit peu au-delà dans certains pays, même si c'est encore un phénomène largement européen. Et on a la création de la I^{re} Internationale qui est corrélée directement à cette expansion-là. Pour le moment j'en prends date, j'y reviendrai dans la conclusion, tout à la fin.

À partir de là, je dirai que Marx – sans bigoterie excessive, ou piété d'héritage ou d'héritier, légitime ou illégitime – est quand même largement supérieur... encore aujourd'hui et dix coudées au-dessus, à Messier, à Minc, ou à Salmon, c'est qu'il ne se contente pas de constater l'accélération, la vitesse, etc. Mais il en donne une explication. Ce qui est le propre d'une théorie. Même sans fétichiser la science... qui n'est pas seulement descriptive

mais qui essaie de rendre compte de la logique intime et de la dynamique des phénomènes. Bon. Pour lui, la mondialisation est une conséquence logique inéluctable de la fuite en avant du capital pour résister à ce qui le détruit de l'intérieur, à savoir – qu'on accepte la thèse ou qu'on la récuse, mais dans ce cas-là il faut la récuser sérieusement – la chute du taux de profit. Les répliques à la chute du taux de profit, c'est notamment la mondialisation dans l'espace, c'est-à-dire la reproduction élargie du capital et l'incorporation au métabolisme du capital de formes de production prémarchantes, notamment de sources de matières premières qui vont faire baisser les coûts de production ; autrement dit, la mondialisation va de pair avec l'émergence de l'impérialisme moderne (et c'est encore le cas aujourd'hui... c'est pour ça que je ne mettrai pas trop de points d'interrogation aux bienfaits de la mondialisation !). Et puis, d'autre part, c'est aussi une logique d'accélération parce que l'autre parade à la baisse du taux de profit, c'est l'accélération des rotations du capital. Et ce n'est pas par hasard si c'est dans ces décades prodigieuses de 1850-1870 que l'on voit apparaître les formes modernes de crédit, de la Bourse, le grand commerce, le fameux Bon Marché de Boucicaut, c'est 1865... etc. Donc tous les phénomènes aujourd'hui amplifiés par le crédit, la réclame, le grand commerce, etc., étaient exactement liés à ce besoin de réduire le cycle des métamorphoses du capital, de raccourcir les délais de métamorphose de l'argent en marchandise, de la marchandise en argent... Le mystère ici est dévoilé... Alors, on peut récuser la théorie, mais dans ce cas, il faut le faire sérieusement et en la prenant à la racine. En tout cas, ça me paraît expliquer beaucoup plus et mieux la réalité, y compris présente, que l'idée, comme le dit Salmon, que la vitesse crée

la richesse... Comment ? La vitesse crée la richesse ?.. Là on est dans l'ordre de la pensée magique. Il y a une accélération du cycle de production, qui multiplie possiblement les produits et les profits, mais on a là au moins une explication rationnelle d'une logique intime et non pas une sorte de magie qui naîtrait des cerveaux particulièrement vifs de quelques chevaliers et rois de la tuyauterie et du câblage ! Car ça revient à ça, en fait : les fortunes accumulées par Vivendi dans les tuyaux sont transférées dans le câble et dans l'image... Alors, ça, c'est à peu près ce qui est fondamental dans l'acquis de Marx. On trouve, dans des formules – et ce sera vraiment la dernière citation – qui ont même fourni le titre d'un livre qui n'est pas traduit en français, mais qui pourtant a été presque un livre manifeste aux États-Unis et en Amérique latine à la fin des années quatre-vingt... un livre de Bermann qui s'appelait : *Tout ce qui est stable et solide part en fumée* et qui est une phrase. Ce titre est tiré de ce paragraphe du *Manifeste communiste* où Marx écrit : « Tous les rapports sociaux traditionnels et figés, avec leur cortège de conceptions et d'idées antiques et vénérables se dissolvent. Ceux qui les remplacent vieillissent avant d'avoir pu s'ossifier. Tout ce qui avait solidité et permanence s'en va en fumée. Tout ce qui était sacré est profané. Et les hommes sont forcés enfin d'envisager leurs conditions d'existence et leurs rapports réciproques avec des yeux désabusés. »

C'est un passage intéressant parce qu'il y a les deux idées.

Il y a évidemment une libération, là-dedans, il y a une désacralisation du monde, il y a une dissolution des rapports traditionnels, hiérarchiques, d'oppression, etc., mais il y a une fluidité des rapports, des rapports qui vieillissent avant d'avoir pu s'ossifier ; cette espèce d'obso-

lescence récurrente de la logique du capital, mais en même temps ce désabusement qui est une libération, qui est une manière de détruire, de faire tomber des yeux les écailles, les préjugés religieux, etc., qui est en même temps désenchantement parce que ce désabusement se fait sous la forme de la domination de la marchandise, du profit, de l'oppression coloniale et du pillage impérial. Les deux sont indissociables. Il y a un potentiel libérateur par rapport à des rapports sociaux hiérarchiques et autoritaires, mais il y a en même temps un désenchantement du monde qui, finalement, fait l'espèce de mélancolie de la modernité – qu'on va trouver d'ailleurs chez les contemporains de Marx, à commencer par Baudelaire.

Alors, il y a ce double mouvement : il y a un potentiel de progrès et ce potentiel est d'emblée estropié par la logique marchande. C'est-à-dire que le capital crée des possibilités qu'il nie en même temps qu'il les crée.



D'où le deuxième thème. Là, on va finalement très vite atterrir dans des problèmes contemporains. Aujourd'hui, justement, contrairement aux béatitudes de Minc, il n'a pas fallu longtemps pour que la brutalité de la mondialisation telle qu'elle se fait – pas la mondialisation en général – la mondialisation réellement existante, comme on dirait, ou comme on disait du socialisme « réellement existant »... La mondialisation réellement existante, vous en avez les effets à peu près quotidiennement dans les gazettes. Dans *Le Monde* de la semaine dernière, lisez le plan de débâcle économique et sociale concocté par le gouvernement argentin !.. C'est une destruction méthodique et systématique des droits

sociaux, des protections sociales, de ce qui reste de service public... Avec les émeutes à la clé pour le moment... On verra... Mais tous les plans de restructuration du FMI pratiquement sont du même tonneau et de toute façon, même chez nous. C'est pour ça qu'à mon avis ça serait un recul historique, « même à la française », comme dit Fabius, d'accepter l'introduction des fonds de pension. Quand on vous demande 15 % de retour sur investissement pour une croissance industrielle et économique du produit intérieur brut (PIB) de 3 % par an, on est à nouveau dans un mystère de la multiplication des pains qui sont des traites tirées sur l'avenir – parce qu'on ne peut pas donner 15 % pour 3 % – et qui sont des traites sur le fait qu'on va rattraper ça par un renforcement de l'exploitation du travail et de la force de travail.

Donc on est *dans cette logique* que je considère désastreuse, mais avec, comme dans les années 1860, *en contrepartie, bien que très blessé, très malmené et très douloureux, la renaissance d'un mouvement... pour le moment je dirai d'un mouvement de résistance à l'échelle internationale*. Seattle, Millau, Prague, Porto Alegre à la fin janvier prochain (qui sera l'anti-Davos pendant le sommet de Davos du début de 2001), donc, chaque grand raout des puissances du G7, du FMI, de la Banque mondiale, etc., aujourd'hui trouve (évidemment à armes et à pouvoirs très inégaux) l'expression d'une résistance dont l'expression la plus claire et la plus symbolique a été... ou ont été les manifestations de Seattle il y a juste un an.

Je sais que ce qui a nourri et les mobilisations et finalement la défaite par rapport au projet annoncé de l'OMC est beaucoup plus compliqué que la victoire d'un mouvement social. Il y avait aussi des intérêts contradic-

toires au niveau des puissances concernées ou entre les pays, certains pays du tiers-monde et les pays dominants. Donc l'affaire est plus compliquée.

Il n'en demeure pas moins que c'est un coup d'arrêt, une victoire symbolique.

Le slogan qui a fait le tour du monde c'était : « Le monde n'est pas une marchandise ! » Vous me direz : c'est évident. Ben non, ça n'aurait pas été évident il y a dix ans. Et surtout c'est, plus qu'un mot d'ordre, plus qu'un slogan, un thème qui mérite d'être décliné dans le détail. D'abord, par ce à quoi il s'oppose. Le monde n'est pas une marchandise... Le marché va de pair avec les marchandises, les marchandises avec la concurrence et la concurrence avec la propriété privée. Tout cela fait système. Il faut savoir ce que l'on veut et ce que l'on a. Effectivement la mondialisation, telle qu'elle s'opère aujourd'hui, va de pair très « directement avec ce que j'appelle une privatisation du monde dont il faut concevoir qu'il ne s'agit pas seulement d'une privatisation d'entreprises nationales ou de services publics. Bien évidemment aujourd'hui ce mouvement de privatisation des entreprises et des services est déjà très, très avancé, et va l'être encore plus. Enfin, s'il en est question dans nos pays, ici en France à propos de la santé ou de l'éducation, il faut imaginer que ça se produit à une tout autre échelle si on considère certains pays dits du tiers-monde ou certains États africains : quand d'un côté ces pays sont étranglés par le service de la dette, réduisent donc les budgets sociaux, en contrepartie arrivent aujourd'hui les programmes éducatifs via Internet qui sont souvent des réseaux privés (y compris dans la conception des programmes) et qui ne demandent plus sur place de véritables enseignants formés comme pédagogues mais des répétiteurs, commentateurs de programmes

livrés clés en main sur Internet. Autrement dit, la privatisation va de pair avec un renforcement des dominations culturelles, des modèles et des références culturelles. Donc privatisation des entreprises, des services, de l'espace urbain... (ce n'est pas tout à fait nouveau mais évidemment c'est lié à la propriété foncière). Aujourd'hui, ce n'est plus seulement aux États-Unis mais dans ma bonne ville de Toulouse qu'il y a des quartiers privatisés, des quartiers avec télésurveillance où finalement une couche de nantis vit à huis clos et en circuit fermé et autarcique, de l'éducation aux loisirs. C'est aussi la privatisation du droit, parce que quand on passe de la loi (théoriquement égale pour tous) au contrat et à la généralisation du rapport de contrat privé, on aboutit à ce que vous avez dans les feuilletons américains : c'est-à-dire les agences d'avocats qui arbitrent ce contrat et ce rapport d'ordre privé ; ce n'est plus une loi impersonnelle qui doit valoir pour tous, au moins en théorie, là on passe au contrat de droit privé – ce qui amène quelqu'un qui n'est pas un bolchevique de la nouvelle génération, comme Supiot, à dire qu'on assiste à une « reféodalisation du lien social ». Autrement dit, on aboutit par ce genre de contrat au fait que le travailleur salarié ne vend plus seulement son temps de travail mais, avec la flexibilité et les contrats de flexibilité, il vend sa personne, c'est-à-dire sa disponibilité à temps plein en fonction des besoins et des fluctuations du procès de travail. Et on pourrait en rajouter évidemment : privatisation de l'information, privatisation de la monnaie... Car ce qui s'est passé à Maasticht, c'est quand même ça : dès lors que la gestion et le contrôle de l'émission et des rapports monétaires échappent au pouvoir politique, c'est une forme de privatisation de l'usage et de la création de monnaie. Et puis

il y a les formes encore plus inquiétantes et récentes de tout ce qui tourne autour de la privatisation du vivant par le brevetage, aussi bien du vivant végétal par les industries pharmaceutiques que les formes de reproduction génétique. Avant on trouvait un trèfle bizarre, il était le produit d'aléas naturels, et donc on ne pouvait pas se l'approprier. Aujourd'hui on dit : on va créer un trèfle à cinq feuilles parce qu'on a compris le mécanisme, on peut faire breveter la création du trèfle à cinq feuilles. Vous avez la bagarre sur les OGM et les semenciers aujourd'hui, qui est une forme accentuée de prolétarianisation à domicile de la paysannerie.

Donc il y a là une logique généralisée qui est *l'envers ou le revers de la mondialisation marchande : c'est la privatisation du monde.*



Première illustration. Par rapport à ça, sans faire de Marx un génie, un voyant ou un devin, il prévoit par une sorte d'anticipation logique (c'est ça la différence par rapport à la divination et à la boule de cristal, à [Elisabeth] Teysier consultée par Mitterrand et par d'autres) que *la mesure des rapports sociaux, la mesure des richesses, la mesure des échanges entre les humains dans leur société, ramenée à une quantification interne de temps de travail social, sera de plus en plus irrationnelle.* Le terme qu'il emploie est : « misérable ». Or, si on regarde parmi les gros problèmes de notre époque, justement on est arrivé à une forme extrême de ce que j'appelle « la mal-mesure du monde », autrement dit le coût de plus en plus lourd qu'il y a à vouloir ramener tous les rapports sociaux et toute la mesure de richesses – et pas seulement de richesses matérielles – à un calcul en temps de travail. D'ail-

leurs, il y a une contradiction évidente ; c'est ce qu'on vous dit à propos des 35 heures des cadres : ... attendez, il y a des travaux qui sont intellectuels, complexes, sophistiqués ; on peut difficilement les mesurer à la pointeuse en termes de temps de travail, etc. Ben oui, c'est une réalité, mais il n'empêche que tous nos débats de société, comme on dit, tournent autour de la mesure et de la mesure du temps de travail : que ce soit *le débat sur les retraites*, que ce soit *le débat sur la flexibilité et les 35 heures*, que ce soit *le débat sur les aménagements d'horaires*, c'est omniprésent.

Et on arrive même aujourd'hui à des formes de contrôle du temps qui, avec des technologies modernes, sont comparables aux formes de contrôle du temps de l'époque de la pointeuse ! Quand une entreprise X incorpore un flic électronique au clavier des dactylos qui font de la saisie au kilomètre, et relève le moindre arrêt et interruption pour une pause-pipi ou une pause-café, on est dans le contrôle le plus strict et le plus rigoureux du temps de travail jusqu'à – c'est apparu à partir des 35 heures – la volonté patronale de rapprocher le temps de travail payé du temps effectif et non pas du temps légal. Autrement dit de sortir du temps de travail reconnu par le contrat de travail tous « les temps morts » – dont Marx parlait d'ailleurs ; car il n'y a pas coïncidence entre le temps légal et le temps effectif parce qu'il y a des pauses, il y a des respirations, il y a des façons d'aménager des petites résistances, des moments pour souffler, y compris dans le travail contraint.

Or le paradoxe, il est là : la complexité, la socialisation du travail, la sophistication du travail, l'incorporation sans cesse croissante d'une part de savoir accumulé et de travail intellectuel dans le travail social, tout ça fait que la mesure du temps de travail par l'étalon

horaire, par la mesure en termes de temps, devient irrationnelle. Et pourtant c'est la seule mesure mise en avant.

Derrière ça, il y a évidemment des phénomènes pathologiques. S'il y a chômage structurel, ce n'est pas parce qu'une certaine mécanisation ou automatisation du travail devrait détruire du travail au sens d'un travail socialement utile. En revanche, au lieu de créer du temps libre pour des activités civiques, culturelles, « citoyennes » comme on dit maintenant, on crée au contraire de l'exclusion. Ce qui est un paradoxe : il n'y a aucune fatalité à cela ! Mais c'est une forme pathologique du dérèglement de la mesure et du fait que, plus les sociétés se complexifient et plus le travail se socialise, plus la réduction à l'étalon « temps de travail » devient facteur de pathologie, d'irrationalité, et par conséquent de brutalité qui peut se traduire dans les rapports directement sociaux ou dans les pathologies multiples du stress, psychoses, harcèlement, et toutes les pathologies modernes du travail. Elles ne prennent pas forcément les mêmes formes mais toute la médecine actuelle du travail relève ça.



Deuxième illustration : c'est tout *le débat sur l'écologie*. Comment rendre commensurables des phénomènes qui jouent sur des durées séculaires ou millénaires : le stockage des déchets, la déforestation, le problème de l'eau, l'évolution du climat... Comment ramener ces phénomènes de l'échange entre l'espèce humaine et ses conditions naturelles de reproduction à un arbitrage en temps immédiat et à court terme du marché ?

On peut inventer des artifices, des écotaxes, des pénalisations, etc., mais ce ne sont que

des palliatifs parce que le rapport entre les conditions naturelles de reproduction d'une espèce improbable que nous sommes... pour quoi l'humanité a survécu, plutôt que les dinosaures?..

Alors, on peut dire « on s'en fout ! »... C'est philosophiquement soutenable de dire : de toute façon, les dinosaures ont disparu, l'espèce humaine peut disparaître et alors ? ! Comme l'espèce humaine est très prédatrice, c'est peut-être même la condition pour qu'apparaissent des espèces bizarres, des femmes vertes, des hommes bleus. On peut rêver... Bon, mais enfin, comme c'est notre lot que d'être de cette espèce. Il peut y avoir un anti-humanisme écologique. Une apologie naturaliste poussée jusqu'au bout est anti-humaniste. Mais on peut être écologiste par humanisme en se demandant comment maintenir les conditions de reproduction d'une espèce. Or ça oblige évidemment à des calculs ou à des considérations qui ne doivent pas être de l'ordre du marché.

Essayer de définir des rapports – pour reprendre la formule consacrée maintenant dans le discours écologiste – de « développement durable avec l'environnement naturel », ça ne relève ni d'une fiscalité à l'année, ni de la valeur marchande des biens fondamentaux.

Ça s'appliquerait aussi à une question qui vient s'ajouter, parallèle à la question écologique, qui est de savoir l'espèce humaine que nous voulons être et devenir.

Les expérimentations en cours sur le gène et l'embryon posent ce problème-là. Des possibilités thérapeutiques apparaissent sans doute, mais en même temps, si ces innovations sont prises dans une logique de marché, on est là dans le pire des mondes et non pas le meilleur. On peut imaginer, effectivement, les manipulations les plus inquiétantes ;

autrement dit une transformation de l'espèce. Et c'est ça la nouveauté, c'est la capacité d'agir sur y compris la forme de l'humain et de l'espèce.



Et le troisième élément qui apparaît aujourd'hui, c'est *le côté de plus en plus irrationnel aussi de la privatisation du savoir et des connaissances*, qui est notamment posé par l'informatique. Un programme informatique, que ce soit Microsoft ou Linux, c'est du travail social accumulé, c'est des millions d'intelligences, de chercheurs, c'est le produit final de tout ça qui est derrière une accumulation de travail intellectuel. Une entreprise de commercialisation privée fait que des centres de recherche publique n'ont plus les moyens d'acheter les programmes – commercialisés par ailleurs par Microsoft ou par d'autres – qu'ils ont pourtant contribué à produire. Alors que la logique de Linux – peut-être ne tiendra-t-elle pas longtemps – est une logique de gratuité. Puisque le travail social est fait, ça ne vaut pas grand-chose en terme matériel, donc on peut très bien donner un accès gratuit aujourd'hui aux logiciels, et cette logique de gratuité s'oppose radicalement à une logique de tout monétaire et de tout marchand. Alors, si on veut prendre au sérieux et à la lettre la formule de Seattle « le monde n'est pas une marchandise », eh bien il faut la décliner.

Le monde n'est pas une marchandise, ça veut dire : l'éducation ne doit pas être une marchandise, la santé ne doit pas être une marchandise, les ressources végétales qui permettent de faire des médicaments ne sont pas des marchandises (sinon on a aujourd'hui le débat sur l'accès aux médicaments contre le sida pour les pays les plus touchés où on a des

formes d'inégalité qui se rajoutent à d'anciennes et qui sont absolument écrasantes et scandaleuses...). D'où, il ne suffit pas de prendre le négatif: « ce que le monde n'est pas », mais il faut s'interroger sur ce qu'il serait souhaitable qu'il devînt ou sur ce qu'on pense qu'il devrait être. Et ce n'est pas le marché qui va nous le dire! C'est un débat démocratique sur des choix fondamentaux de société, et il n'y a que deux logiques (après on peut les moduler, les travailler, les nuancer, etc.), mais ou bien c'est la logique marchande qui domine – et qui dit marché dit profits, dit rapports d'exploitation, dit arbitrage et choix à travers la concurrence ou à travers les marchés financiers qui sont devenus, maintenant, les *deus ex machina* de la modernité, comme on dit –, ou bien c'est une logique de bien commun et d'appropriation sociale.

Aujourd'hui, ça paraît comme une grossièreté. Pourtant, s'il y avait dans l'héritage du mouvement ouvrier un point commun entre libertaires, socialistes, communistes de différentes variantes, c'était une logique du bien commun et de la propriété sociale. De Proudhon à Marx, là-dessus, on pouvait trouver certains points d'accord au moins. Or aujourd'hui, le socialisme libéral ou le libéral-socialisme sont à l'œuvre. On peut prendre tout ce qui s'est fait en France, y compris depuis la formation du gouvernement Jospin, l'application du plan Juppé, deux fois plus de privatisations que sous Balladur et Juppé réunis, plus de privatisations que sous Thatcher en Angleterre: on est exactement dans la logique libérale du monde et on a l'impression de dire une grossièreté si on défend le fait qu'il y a un bien commun et une logique d'appropriation sociale dont les formes de propriété peuvent varier, de la coopérative à l'entreprise nationale, à des formes de cogestion et d'auto-

gestion. Tout ça se discute, mais en tout cas ce sont ce que Marx appelait déjà des « incursions despotiques dans la logique du marché », c'est-à-dire des formes autoritaires d'entrave à la logique marchande.

Il n'y a pas besoin d'être un bon bolchevique pour ça; quelqu'un qui est un bon démocrate chrétien à l'origine, comme Petrella, et qui a eu à s'occuper des questions de l'eau pour la Commission européenne, a fondé le Club de Lisbonne autour de l'idée du bien commun. L'idée, c'est que la terre est une ressource naturelle qui fournit des biens élémentaires auxquels tout le monde a droit.

Donc la terre est par définition, ou devrait être, un bien commun. L'eau doit être un bien commun. Aujourd'hui, on est déjà au Moyen-Orient dans des guerres pour l'eau. Les gens qui connaissent Mexico savent que cette ville de près de 20 millions d'habitants n'a plus de ressources en eau aujourd'hui. Elle est obligée de monter au prix fort de l'eau salée du golfe du Mexique, de la dessaler à des coûts exorbitants. Cela aussi du fait de l'irrationalité urbaine.

En tout cas, l'eau, loin d'être un bien commun reconnu comme tel, a été – ça va être un objet des prochaines élections municipales, je pense, qui devrait être important – privatisée dans les dix dernières années, notamment par la Lyonnaise et la Générale des Eaux, privatisée alors que l'eau n'était pas déficitaire puisque, grâce aux profits réalisés avec l'eau, tous ces gens-là maintenant font du multimédia! Donc, aucune raison d'introduire les différences tarifaires, les inégalités, de détruire la péréquation des services publics... Donc, bien commun: l'eau. Et bien commun: l'air. Ce qui veut dire une opposition radicale à ce qui est en train de se concocter dans les sommets de Rio, Kyoto, ou de La Haye récemment, qui

est le marché international des droits à polluer. Autrement dit, on va, par des moyens monétaires, s'adjuger un pouvoir de déverser la merde des uns dans l'atmosphère sur le dos de la misère des autres. Puisque les pays africains sont peu pollueurs, ils auront des droits à polluer non utilisés que l'Europe, les États-Unis ou le Japon pourront acheter pour compenser leurs excès de gaz à effet de serre, etc.

Bon, il y a cette logique du bien commun et de l'appropriation sociale, qui touche aussi les problèmes de protection sociale. Tiens, il y a une chose que j'ai oubliée dans les privatisations: le passage d'un système de sécurité sociale à des fonds de pension, ce n'est rien d'autre que ça! C'est remplacer une solidarité sociale, voulue et choisie, par un marché de l'assurance privée en fonction de vos ressources. C'est un changement radical! C'est une privatisation des solidarités avec, comme filet de sécurité, une réactivation des discours de charité publique... oui... on est très exactement dans cette logique-là.

Par rapport à ça (troisième point, et avant-dernier). Je crois qu'il faut insister, puisqu'on parle de *mondialisation*, encore une fois, *qu'il ne s'agit pas d'un problème économique ou de technique de gestion des marchés mondiaux ou des marchés financiers. Il s'agit de prendre la mondialisation dans sa dimension économique, ses effets sociaux, et y compris sa dimension politique. J'ai été choqué, y compris de la part de vieilles connaissances et de vieux copains – dont certains étaient réputés avoir des têtes bien faites – qui, à l'occasion de la guerre des Balkans, quand on a eu le malheur de parler à propos de l'Otan d'un impérialisme armé, se sont indignés, comme si l'impérialisme s'était évaporé dans la mondialisation et avait disparu corps et biens en même temps que l'Union soviétique... Alors,*

ce n'est peut-être pas élégant, les mots en « isme » ont mauvaise presse... mais la chose demeure ! Et elle demeure à grande échelle : plus de 90 % maintenant des brevets sont concentrés entre l'Europe, les États-Unis et le Japon. Autrement dit, vous avez un monopole du savoir et des techniques industrielles aujourd'hui qui est sans précédent.

L'évolution des politiques d'armement, contrairement à ce qui a été dit au moment de la dislocation de l'Union soviétique, n'a pas disparu avec l'entrée dans une ère de paix. D'abord parce que les guerres continuent – on le voit tous les jours – mais parce que la relance discutée et disputée de la course aux armements, et notamment du bouclier nucléaire américain, est à l'ordre du jour... pour des raisons autant économiques d'ailleurs que militaires... ou autant économiques que géostratégiques : les libéraux sont libéraux, mais quand ça va mal, ce sont les budgets d'État et d'armement qui permettent de relancer. C'était le cas sous Reagan. Le libéralisme de Reagan a été une pure escroquerie : c'est la période où les déficits budgétaires et les budgets militaires ont été les plus gros. On a vu avec la guerre du Golfe ou le Kosovo non plus « l'équilibre de la terreur » mais le déséquilibre de la terreur : des guerres où les morts sont tous du même côté.

Ce qui est aussi une crise culturelle et de civilisation : la guerre a toujours été terrible, il y a toujours eu des horreurs de la guerre, mais dans la guerre le risque de mort était censé être réciproque. Si maintenant la guerre, c'est infliger la mort à sens unique et à distance, on entre – ça serait un débat pour philosophes – dans une nouvelle étape (c'est pour ça que l'histoire de « guerre éthique », venant d'untel ou de Cohn-Bendit fait sourire... enfin, sourire... tristement). Si « guerre

éthique » il y avait... *Le Monde* mènerait une campagne aussi énergique en défense des droits des Palestiniens aujourd'hui que celle qu'il a menée en soutien à l'Otan il y a un an. Parce que les morts ne sont pas les mêmes selon le côté. Il vaut la peine de décrypter les messages médiatiques ! « Bain de sang à Tel-Aviv : voiture piégée, deux morts ». C'est regrettable. Je suis personnellement contre toute action sur les civils. Et donc on vous dit : « Deux morts, bain de sang à Tel-Aviv ». Et puis le lendemain on dit : « Il y a une accalmie dans le conflit : il n'y a eu que deux morts palestiniens aujourd'hui à Ramallah... » Voilà. Et c'est à peu près le discours quotidien. Je crois qu'il ne s'agit pas uniquement d'astuces médiatiques. Il y a une transformation du discours sur la guerre.

Et puis on pourrait égrener : le commerce des armes, la concentration de la capitalisation boursière, la concentration même des rapports économiques. Parce qu'on dit « mondialisation », mais 70 % du commerce international se fait entre pays riches. Toute l'Amérique latine – Brésil inclus – est réduite aujourd'hui à moins de 5 % du commerce mondial ; l'Afrique à 1 %... Quand vous pesez 1 % du commerce mondial aujourd'hui, mondialisation ou pas, c'est *peanuts* ! Et du coup ça produit des effets sociaux considérables, la destruction ou la destruction de sociétés entières.

Dans certaines régions du monde, les États-nations sortis de la décolonisation qui n'ont pas réussi à se consolider comme États-nations retombent dans le tribalisme, le clientélisme, leurs élites dominantes sont aspirées dans la sphère des élites mondialisées, dans les conférences, les ateliers de réflexion, etc., mais soustraites de ce fait-là à la pression démocratique et aux comptes à rendre à

leurs populations. Autrement dit, il y a des élites aujourd'hui plus ou moins déracinées, qui vivent dans un monde particulier, et c'est aussi un phénomène de régression démocratique. Autrement dit, la privatisation du monde est directement liée à l'anémie démocratique ou à la désaffection du politique dont on parle aujourd'hui. Pour que la politique ait un sens de décision, il faut qu'il y ait quelque chose de sérieux à décider ! Si vous répétez tous les jours aux citoyens que de toute façon ce sont les marchés financiers qui décident, on ne voit plus pourquoi aller voter...

Vous avez des pays comme le Brésil, des pays qui ne sont pas les plus mal partis dans le développement, mais qui sont dollarisés aujourd'hui. Regardez les explosions depuis un an en Amérique latine : en Équateur en janvier dernier, les mouvements récents en Bolivie, et aujourd'hui l'explosion sociale en Argentine. L'Argentine a hérité du péronisme, effectivement, une série de systèmes sociaux de protection qui s'approchaient du type européen. Aujourd'hui on est dans un processus de désalphabétisation et de déscolarisation pour un des pays qui était intermédiaire entre le monde dit industriel et les pays du tiers-monde.

On va voir ce qui se passe au Mexique : par rapport à des partis corrompus ou des systèmes de partis uniques, avec les disparus, avec une corruption qui est un sport national éhonté – la défaite électorale du PRI apparaît comme une victoire démocratique, donc comme une victoire populaire dans une certaine mesure. Mais ce n'est pas une victoire pour la gauche puisqu'à la place on élit le PDG de Coca-Cola. Ce qui apparaît dans un premier temps comme une victoire démocratique va se traduire dans un deuxième temps

par une défaite sociale, c'est-à-dire par un démantèlement plus poussé encore des services publics, de l'éducation publique.

Finalement il y a une déstructuration des classes dominées et, paradoxalement, des classes dominantes. Pour qu'il y ait des bourgeoisies nationales qui tiennent un peu debout, il faut qu'elles aient une société structurée comme telle. Or on assiste non pas à une disparition ou à une pacification des dominations impériales dans une simple logique marchande qui serait neutre, harmonieuse, etc. On assiste plutôt à une métamorphose des formes de domination, des hiérarchies de dépendances et de dominations, qui se traduit souvent par un renforcement des puissants.

Je ne sais pas si vous avez vu qu'il y a tout un débat sur le G7 et le G20 : comme il était choquant que les sept pays les plus riches plus la Russie dirigent le monde : ça risquait de créer un front du refus des pays dominés, en réactivant notamment le groupe des 77, dont le Brésil en partie est un petit peu le porte-parole et la tête de pont... Alors du coup ils ont créé le G20, et les États-Unis ont désigné les vingt pays qui pourraient s'associer aux sept plus riches pour prendre certaines décisions ! Évidemment, ils ont mis là-dedans l'Afrique du Sud, l'Inde, le Brésil, l'Australie, la Corée et pas les autres... Donc c'est une politique de différenciation, d'associer aux responsabilités, moyennant des miettes, certains pays.

Bon. Je ne vais pas développer plus mais il me semble qu'on ne peut pas laisser dans l'ombre, en ne parlant que d'économie, le fait que l'impérialisme est un rapport économique, un rapport politique et un rapport culturel. Si l'on considère l'ensemble de ces relations, on n'est pas dans une logique de disparition mais au contraire de renforcement des dominations

impériales. Je ne soutiens pas la thèse du superimpérialisme discutée entre Lénine, Kautsky et Piatakov dans les années 14. Je ne pense pas non plus qu'aujourd'hui le capital soit déterritorialisé. Si le capital américain est puissant, c'est qu'il s'adosse à un État, et qu'il s'adosse à une monnaie, et qu'il s'adosse à une puissance militaire. Donc, ce n'est pas parce que General Motors est partout que le rapport du capital à l'État a été supprimé. Ça, ce sont des fables cosmopolitiques futuristes.

Par rapport à ça, il y a quand même de l'inquiétude dans les institutions internationales. Ce qui fait que dans les réunions de la Banque mondiale, voire du FMI, régulièrement vous avez un discours où on dit : ah mais attention, le monde n'est pas une jungle, il ne faut pas aller trop loin, il faut remettre un peu d'ordre là-dedans. Un des spécialistes de ce discours, c'est l'actuel président de la Banque mondiale, Wolfensohn, qui a publié en avril dernier une tribune dans *Le Monde* : « Il n'y a absolument aucune raison pour que des milliers d'enfants meurent tous les jours de maladies évitables... Il n'est pas normal que des millions d'habitants d'Asie centrale, d'Amérique latine ou d'Afrique n'aient aucune notion du foisonnement des idées qui transforment le reste du monde... Il n'y a aucune raison non plus pour que le développement économique se traduise par la destruction de l'environnement... » Il n'y a « aucune raison », mais toutes ces déraisons sont la norme ! Alors là, mystère et boule de gomme !! S'il suffisait de bonne volonté pour résoudre le problème, ça se saurait...



Ce qui est intéressant c'est de *voir aussi les effets de la mondialisation marchande du côté des mouvements sociaux, du mouvement*

ouvrier, mais plus largement des mouvements sociaux. Se sont dessinées des convergences, parce que d'ailleurs y compris les supports techniques jouent pour tout le monde. Aujourd'hui, Internet et le courrier électronique permettent d'avoir un dialogue permanent entre le nouveau syndicalisme coréen de la KCTU et les paysans sans terre du Brésil. L'Internationale du temps de Marx était américano-européenne pour l'essentiel. Là, si on regarde les forces, les délégations de syndicats, d'associations, d'ONG qui se rendent à Seattle, à Prague ou à Porto Alegre, on a déjà quelque chose qui est beaucoup plus mondial. Qui est peut-être plus compliqué, parce qu'évidemment les différences culturelles, de langage, etc., sont encore accrues. Mais ça existe. Il est quand même assez impressionnant, par rapport à un cliché répandu sur le monde paysan, de constater qu'il y a aujourd'hui une véritable Internationale paysanne qui est Via Campesina – dont la Confédération paysanne française est membre – qui réunit des mouvements paysans d'une quarantaine de pays, dont les « Sans terre » du Brésil. Et pourquoi ? Et bien, José Bové ou François Dufour l'expliquent très bien : ce n'est pas par une sorte d'humanisme cosmopolite et de générosité charitable. Même si ce n'était que cela, ce serait déjà bien ! Ils disent : il y a finalement un internationalisme paysan assez naturel à partir du moment où les paysans d'Inde, du Brésil, ou du Larzac sont confrontés aux mêmes semenciers internationaux. Il y en a cinq ou six dont Novartis et Monsanto. En fait, le pas en avant dans l'exploitation capitaliste de l'agriculture et dans la pénétration du capital dans l'agriculture crée des réflexes de défense qui sont aussi des réflexes de solidarité par rapport à des interlocuteurs qui sont les mêmes. Mais ça peut aussi se produire

aujourd'hui au niveau du mouvement ouvrier industriel. Il y a plutôt une reprise, dans les dix dernières années, du syndicalisme américain, qui est certainement plus vigoureux et plus audacieux – peut-être parce qu'il est moins politique – que le syndicalisme en France et dans la plupart des pays d'Europe. Ce sont aussi des bureaucraties syndicales, mais elles défendent aussi leurs positions. Après les destructions de pans entiers industriels, comme la sidérurgie de Pittsburgh, etc., ils ont fait depuis dix ans un tournant vers les chicanos, vers les nouveaux secteurs industriels, avec des résultats de resyndicalisation. Si vous regardez *Libération* ou *Le Monde* au cours de la dernière année, vous avez des grèves de 70 jours dans les télécommunications, des grèves dans l'informatique, des grèves dans les services publics de Los Angeles, etc.

Le problème est là : est-ce qu'il y a l'énergie et le contenu suffisants pour pousser de l'avant ces germes de reconstitution d'un mou-

vement de résistance, et au-delà des résistances, d'un mouvement critique de contre-attaque, si vous voulez.

Là, commencerait le débat – mais moi je vais m'arrêter là : après une première vague de protestation antilibérale qui, en gros, dénonçait les excès de la concurrence libérale, si l'on veut que ce mouvement-là gagne en cohésion et en solidité, il faut passer de la logique libérale à la logique anticapitaliste. Par exemple, il ne suffit pas, même si c'est un des buts pédagogiques, de parler de la taxe Tobin et de dire qu'avec 0,x % on va contrôler les mouvements de capitaux sur le plan international. D'ailleurs les mouvements comme Attac qui se sont constitués là-dessus traitent aujourd'hui le problème de la dette, traitent les problèmes de restructuration du FMI, etc. Donc je crois que, avec Seattle, et avec l'inflexion dans la situation des grèves françaises de 1995 ou d'autres dans d'autres pays, je crois qu'il y a un tournant où l'on passe de la mondialisation béate vécue comme une fatalité

technologique à une résistance critique aux effets dévastateurs sur le plan social du mode que prend cette mondialisation.

D'où, pour répondre à la question posée en ouverture de cette soirée : « Marx critique de la mondialisation », je ne mets pas de point d'interrogation à condition qu'on appelle un chat un chat, et la mondialisation impériale et capitaliste mondialisation impériale et capitaliste. On peut dire : tout ça révèle des potentialités techniques, humaines, microbiologiques. Mais tant que ça s'inscrit dans la logique marchande on aura un désastre, tout simplement. On n'en est pas loin... on n'en est pas loin, hélas... On est déjà dans le débat sur que faire des embryons congelés et des banques de sperme au bout de cinq ans ? Est-ce qu'on les met sur le marché ? Est-ce qu'on les détruit ?

Bon, voilà. Donc moi je mets l'accent sur la critique, qui est le contraire de l'apologie. Publié dans *Marx contemporain*, éditions Syllepse, en janvier 2003